

LES PARLEMENTAIRES PRENDRONT CONGÉ DIMANCHE

Le temps des positionnements

La session parlementaire d'automne prendra fin dimanche prochain. Ces cinq derniers mois, les députés et les sénateurs ont continué à gérer les affaires courantes sur le plan législatif en attendant de se positionner pour 2009.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les parlementaires des deux chambres prendront leur congé d'hiver ce dimanche, après une session d'automne des plus « chargée ». Depuis le mois de septembre, sénateurs et députés se sont contentés d'adopter les textes imposés par l'exécutif. Outre la traditionnelle loi de finances et du budget, ils ont participé activement au « règlement » de la crise de la pomme de terre et entériné les réformes dans les secteurs de la Sécurité sociale, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle. Ils ont également adopté le projet de loi portant amendement du

code de procédures civile et administrative, un texte de première importance qui devrait bouleverser les relations entre les citoyens, l'appareil judiciaire et l'administration. Mais durant cette session d'automne — la première pour les députés de la sixième législature —, aucune proposition de loi ou initiative en matière de contrôle parlementaire n'a été enregistrée. Comme d'habitude, les élus se sont contentés de saisir l'exécutif à travers des questions orales. Sans plus. Les seuls véritables faits d'opposition sont à mettre au compte du groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD).

L'intervention de Saïd Sadi, à l'occasion des débats sur la loi de finances 2008, restera dans les annales de l'Assemblée populaire nationale. Mais, pour l'écrasante majorité des parlementaires, l'heure n'est pas à l'opposition mais au positionnement en prévision des échéances présidentielles de 2009. Si les choses sont claires pour le Front de libération nationale (FLN), elles le sont beaucoup moins pour ses alliés : le Rassemblement national démocratique (RND) et le Mouvement de la société pour la paix (MSP). Concernant le parti de Aboudjerra Soltani, la question du soutien à un troisième mandat en faveur d'Abdelaziz Bouteflika n'a pas encore été tranchée.

La position du RND est plus ambiguë. La stratégie d'Ahmed Ouyahia, qui a choisi de temporiser, a été contrée par Abdelkader Bensalah, un des

principaux responsables de cette formation. « Où étions-nous et où en sommes-nous aujourd'hui ? Qu'on se rappelle cela et qu'on se dise, au-delà de tout : faut-il que nous fassions un choix autre que celui que nous avons fait il y a de cela huit ans ? » avait déclaré le président du Conseil de la nation lors de l'adoption de la loi de finances. Une phrase interprétée comme un soutien clair du second personnage de l'État en faveur d'un troisième mandat présidentiel. Reste à savoir quel sera le rôle de l'institution parlementaire en prévision des présidentielles. Certains annoncent une révision constitutionnelle au cours de l'intersession. Si rien n'a encore été décidé officiellement, cette éventualité reste fort probable. Mais les tiraillements au sommet de l'État sont tels que tout peut changer en l'espace d'un instant...

T. H.

EN L'ABSENCE D'UN SYSTÈME STATISTIQUE INDÉPENDANT

Avancer un taux de chômage de 11,8 % relève de l'exagération

L'Algérie serait-elle devenue subitement un pays développé, où le chômage diminue ? Oui, selon le gouvernement qui avance un taux de non-emploi de 11,8%, mieux que ce qui se fait dans les pays réellement développés. Un taux qui relève plutôt de l'exagération pour les économistes, une estimation irréaliste en l'absence de transparence et d'un système statistique indépendant et certifié.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Dernière annonce inédite du gouvernement, le chômage affecterait 1,24 million de personnes contre 1,26 en 2006, ce qui donne un taux de chômage de 11,8%. Selon le Conseil de gouvernement, la situation de l'emploi s'améliore et le chômage qui touchait 12,3% de la population active en 2006, se réduit. Selon les pouvoirs publics, la population active évolue au taux de 2,5% depuis 1999 et est estimée à 10,51 millions en milieu d'année 2007. Ainsi, la population occupée s'élève à environ 9,27 millions, soit une augmentation de 2,9% par rapport à 2006. Selon l'Office national des statistiques (ONS), la population active était estimée à la fin 2006 à 10,1 millions de personnes, soit un taux d'activité de 42,5%. Quant à la population active en chômage ou population active à la recherche d'un emploi, elle était estimée à 1.240.800 personnes en octobre 2006, soit un taux de chômage de 12,3% (voir encadré). En une année, le taux de chômage a diminué de

0,5%, selon l'ONS. Il était de 30% voilà quelques années. Or, selon cette évaluation, ces taux de chômage feraient pâlir d'envie les pays développés qui peinent eux à réduire le chômage. Ils reclassent l'Algérie non plus comme un pays sous-développé mais comme un pays surdéveloppé et qui a résolu ses problèmes de développement ! Pour les économistes et même pour le grand public, la question mérite réflexion. Comment ce taux est-il calculé ? Cette estimation est-elle conforme à la réalité ?

La méthodologie de calcul de l'ONS

En fait, le taux de chômage ou de non-emploi est déterminé par rapport aux standards et définitions du Bureau international du travail (BIT). Une enquête est effectuée, à un moment donné, sur un échantillon donné (14 000 ménages, selon l'enquête de la fin 2006) de personnes, en âge de travailler, en train de chercher du travail. Les personnes sont interrogées si elles ont cherché du travail, si elles ont exercé une activité rémunérée pendant une certaine période précédant l'enquête. Un décompte est fait de réponses, selon des extrapolations et une méthodologie scientifique, et donne le taux d'occupation et celui des personnes inoccupées ou chômeuses. Un taux qui est calculé sur une base scientifique et conformément aux standards internationaux, indique-t-on au niveau de l'ONS. Si la personne s'est inscrite auprès d'une agence de main-d'œuvre et cherche du travail sans le trouver, elle est considérée comme chômeuse. Mais si la personne ne déclare

pas être à la recherche d'un travail, même si elle exerce des petits boulots, par-ci ou par-là, elle n'est pas comptabilisée comme chômeuse. Par contre, si la personne interrogée déclare avoir exercé une activité rémunérée, elle est considérée comme occupée et non chômeuse. Et cela même si cette occupation dure une heure ou fait partie des emplois dits « aidés », de court terme, créés par les divers dispositifs publics de soutien ou grâce au programme de relance économique.

Les insuffisances de la méthodologie de calcul

Pour divers spécialistes, cette méthodologie méconnaît cependant le nombre de personnes qui travaillent dans l'informel, au noir. A ce propos, la Banque mondiale avait estimé récemment que le taux de chômage en Algérie est de 24%, en raison notamment de l'informel et des petits boulots. Or, la méthodologie de l'ONS et sur laquelle se base le gouvernement omet la nature précaire, limitée, des emplois existants. Des emplois financés par des ressources budgétaires en hausse grâce à la montée des cours du pétrole.

Elle évalue mal le nombre d'universitaires diplômés ou encore scolarisés en quête de travail. Elle sous-estime également la population féminine en âge de travailler et réellement en chômage dont le nombre dépasse le chiffre avancé par l'ONS. Voire, il est reproché à cette méthode de calcul de conforter non une politique de création d'emplois productifs mais une gestion du chômage. Or, en l'absence d'une structure de statistiques indépendante, « libre, certifiée, audité », selon l'économiste et universitaire Abdelhak Lamiri, ce taux de 11,8% « semble exagéré ». Il « ne reflète pas la réalité », affirme cet universitaire qui s'interroge sur la pertinence des nombres avancés quant à la population active, occupée et en chômage. Un universitaire perplexe comme nombre d'économistes qui attendent des clarifications et des précisions sur l'amélioration annoncée des conditions sociales. Exprimer un point de vue similaire, un chercheur du CREAD relève quant à lui l'absence de transparence, la rétention et l'opacité, en matière de statistiques, ainsi que les insuffisances et dysfonctionnement du contrôle parlementaire. Pour les observateurs, la question de la détermination du taux de chômage ne doit pas partir des insuffisances de l'ONS. Celle-ci qui de surcroît a échoué voilà quelques années à se moderniser en raison d'un appel d'offres infructueux. De même que ce type de calcul ne doit pas satisfaire à des desiderata et contingences personnelles, à l'approche d'une échéance électorale d'envergure nationale. En l'absence de visibilité et de lisibilité du mode de gouvernance actuel.

C. B.

IL ÉTAIT ACCUSÉ D'ESCROQUERIE, DE FAUX ET DE TRAFIC D'INFLUENCE

Le sous-directeur des impôts de Blida condamné à deux ans de prison avec sursis

« Le tribunal vous condamne à deux ans de prison avec sursis et à cinq années d'interdiction d'exercice de votre fonction. Et si jamais, dans les trois années à venir, vous comparaissez devant moi, c'est la prison », dira solennellement la juge qui venait de rendre, mardi dernier à une heure tardive, le verdict de l'affaire du sous-directeur des impôts de Blida, accusé d'escroquerie, de faux, d'usurpation de nom et de trafic d'influence. Silence de mort dans la salle d'audience.

Le prévenu, quant à lui, est resté muet. Il allait s'évanouir quand la juge se ressaisit et dit : « Veuillez m'excuser, c'est deux ans de prison avec sursis. » Elle n'a pas terminé sa phrase quand des applaudissements emplissaient la salle. « Sachez que nous ne sommes pas au théâtre ici », tonnera avec colère la juge avant de plier ses affaires et quitter son siège.

En effet, le procès du sous-directeur des impôts de Blida était très attendu par les uns et les autres. Dans la ville des Roses, l'on ne parlait que de cette affaire. B. M., puisque c'est de lui qu'il s'agit, avait une réputation controversée. Ainsi, chacun y allait de ses commérages. Il y a ceux qui parlent de justice immanente et d'autres de machination délibérément ourdie contre sa personne car il « dérange ».

A la fin du procès, une personne nous a accostés pour nous dire : « Moi je suis venu spécialement voir juger un agent du fisc car à cause d'un redressement fiscal, mon père a contracté le diabète avant de mourir foudroyé par une crise cardiaque. »

Mais enfin, le prévenu comparait pour une affaire n'ayant aucun lien avec le redressement fiscal. Il est accusé d'avoir utilisé un registre du commerce d'une tierce personne — d'où le grief d'usurpation de nom — pour la commercialisation de produits cosmétiques. Après des transactions « correctes », le sous-directeur des impôts qui se faisait passer pour un commerçant, selon les propos du fournisseur qui a fait savoir à la juge qu'il ne le connaissait pas en tant qu'agent du fisc, dédaigna de payer une dette de 29 millions de centimes, laquelle somme était l'objet du litige.

Seulement, le mis en cause s'est fait piéger par lui-même en envoyant un SMS au fournisseur, l'informant qu'il était prêt à honorer sa dette mais pas dans l'immédiat. Le message par téléphone avait, en effet, trahi sa véritable personne. Une preuve irréfutable que le commerçant était en même temps le sous-directeur des impôts de la wilaya de Blida.

Sur ce, le représentant du ministère public, qui a mis en relief la gravité de l'acte, avait requis quatre années de prison ferme. Cependant, la défense assurée par Mes Farouk Ksentini, Rachid Mokadem et Zoubir Imouloudène avaient tenté de démonter les chefs d'accusation retenus contre leur client. Pour Me Zoubir Imouloudène, l'affaire remonte au 5 octobre 2004 alors que la plainte avait été déposée le 7 décembre 2007.

« Le plaignant n'a pas déposé sa plainte à temps donc, il perd de facto ses droits et la poursuite devient caduque selon l'article 7 du code de procédure pénale puisqu'elle a dépassé trois ans », soutiendra-t-il.

Pour le grief de trafic d'influence, ce dernier estimera qu'il ne pouvait avoir lieu car dans ce cas précis, son client s'est présenté en tant que commerçant et que son véritable statut n'a été découvert que bien après.

Rappelons que le prévenu avait été placé sous mandat de dépôt dès lors que la plainte fut déposée et qu'il a été jugé en tant que détenu.

ELLE S'ÉVADE LORS D'UNE CONSULTATION PSYCHIATRIQUE

Une prisonnière arrêtée après une cavale de plusieurs jours

De sources concordantes, nous avons appris qu'une prisonnière, qui a pu détourner la vigilance des gardiens pour s'évader, lors d'une séance de consultation psychiatrique au CHU de Blida, a été arrêtée par la police et remise en prison.

Un cas similaire a été enregistré au mois de Ramadan de l'année dernière, au niveau du même service. En effet, deux prisonniers internés pour maladies mentales avaient creusé, à partir de leur cellule, une galerie qui les a menés jusqu'à la sortie de l'hôpital. Toutefois, la police a pu les intercepter.

M. B.

EL-TARF

L'ex-maire de Ben M'hidi devant le juge d'instruction

Nous apprenons de sources dignes de foi, que l'ex-P/APC de la commune de Ben M'hidi vient d'être entendu par le juge d'instruction près le tribunal d'El-Tarf.

Selon les mêmes sources, l'indélicat ex-P/APC serait accusé de dépassements et de dilapidation des deniers publics, durant son mandat. Dans le même sillage, la justice a convoqué plusieurs personnes ayant une relation directe avec les affaires qui ont éclaussé ledit P/APC. In fine, il faut savoir que la justice semble mettre les bouchées doubles pour traiter une multitude d'affaires similaires touchant plusieurs P/APC et de hauts cadres de l'administration locale.

Daoud Allam

L'emploi et le chômage, selon l'ONS

Selon l'Office national des statistiques (ONS), la population active du moment, au sens BIT (Bureau international du travail), était estimée à près de 10,1 millions de personnes en octobre 2006, soit un taux d'activité de 42,5%. Ce taux était de 41,0% en septembre 2005. Les données de la même enquête estiment la population active occupée du moment en octobre 2006 à 8 868 800 personnes, soit un taux d'occupation de 26,8%. De même, le taux d'emploi ou proportion des occupés sur l'ensemble de la population en âge d'activité se situe à 37,2%. La population active occupée se caractérise par une forte proportion de l'auto-emploi. Les employeurs et des indépendants représentent presque le tiers (32,1%) du total des occupés. Les salariés permanents qui se caractérisent par une stabilité de l'emploi représentent 32,7%. L'emploi instable qui regroupe les salariés non permanents et les aides familiaux est représenté par 35,2% de l'ensemble des occupés. La participation des femmes à l'activité économique demeure très faible. Les femmes représentent 16,9% du total des

occupés : 19,0% en milieu urbain et 13,8% en zone rurale. Selon le secteur d'activité, le secteur « commerce, administration publique et autres services » se taille la part du lion. Il occupe plus de la moitié (53,4%) de l'ensemble de la population occupée). L'agriculture, le BTP et l'industrie arrivent en seconde, troisième et quatrième position avec les proportions respectives de 18,1%, 14,2% et 14,2% du total des occupés. La population active en chômage ou population active à la recherche d'un emploi est estimée à 1.240.800 personnes en octobre 2006, soit un taux de chômage de 12,3%. 62,6% des chômeurs résident en milieu urbain et 37,4% en zone rurale.

La population en chômage se caractérise principalement par :

- une part importante des chômeurs de moins de 30 ans qui représentent 70,1% du total des chômeurs, bien qu'elle ait relativement baissé par rapport à 2005;
- une prépondérance des hommes. Les femmes représentent 20,4% de l'ensemble des demandeurs d'emploi.

C. B.